

RECRUTEMENT CONSULTANTS/ES POUR EFFECTUER UN DIAGNOSTIC TERRITORIAL Projet « Action Citoyenne pour la Réforme Sécuritaire à Bizerte Sud » « ACRS »

Cotexte général :

Le secteur sécuritaire tunisien est aujourd'hui confronté à une menace liée au basculement de plusieurs centaines de personnes dans l'extrémisme violent qui touche les jeunes de deux sexes. La Tunisie s'est engagée pour la réforme sécuritaire et pour la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation, mais ses efforts sont limités vu que l'image des agents de sécurité en général et la police en particulier est associée avec la corruption, la tyrannie et la torture.

La réforme du système de sécurité répond une véritable attente de la part de la société civile tunisienne pour l'émergence d'une police de proximité, professionnelle et proche des citoyennes et citoyens.

Dans une perspective de genre, Le rôle des femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent est plus généralement admis dans la prévention va au-delà des cercles familiaux restreints et s'étend à d'autres rôles, tels que ceux de décideurs politiques, de membres de la communauté et d'activistes. La présence de la femme dans le secteur sécuritaire aura bouleversé des conventions, leur décernant la reconnaissance de la capacité de remplir sa mission avec une intelligence et un sens d'observation plus développé, mais également avec une sensibilité dont les femmes savent faire épreuve. D'après une étude menée par l'association ADD sur la femme sécuritaire dans la région de Bizerte, 53.8% des citoyens de deux sexes confirment l'importance de la présence des femmes dans le secteur sécuritaire. La même étude montre que 50.3 % des citoyens ont affirmé que la présence de la femme dans les forces sécuritaires leur inspire confiance ainsi que 47.8% des enquêtés ont indiqué que la présence de la femme dans le secteur sécuritaire leur donne un sentiment de sécurité.

En effet, la Tunisie a commencé à développer son plan national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 ainsi pour avoir des réformes et des programmes holistiques et sensibles au genre. L'intégration de la notion genre dans la réforme du secteur de la sécurité en général et la police de proximité en particulier, nous paraît nécessaire aux regards de la nouvelle constitution tunisienne. Les enjeux liés à ce projet sont donc ceux de l'urgence de l'installation d'une véritable participation, aussi bien des femmes qui présentent 49% de la population à Bizerte Sud, des jeunes des deux sexes qui représente 32.33% de la population, des organisations de la société civile et de l'Etat pour la mise en place d'une police de proximité dans la région de Bizerte Sud.

Ainsi, afin de pouvoir élaborer des réformes et programmes holistiques et sensibles au genre, le projet « **Action citoyenne pour la réforme sécuritaire à Bizerte Sud ACRS** » vise à renforcer et promouvoir l'engagement de femmes et des jeunes de deux sexes pour la mise en place de police de proximité. En effet, pour contribuer aux efforts de la lutte contre l'extrémisme violent, l'ADD et ses partenaires mettent en place ce projet afin de renforcer le rôle des femmes, des jeunes et des deux sexes pour qu'ils deviennent des acteurs de changement positif dans Bizerte Sud.

L'association pour la promotion du droit à la différence « ADD » et le PNUD, Programme des Nations Unies pour le développement lancent un appel pour recruter un (e) chargé (e) de projet.

Présentation Droit à la différence

L'association basée à Bizerte a été créée en avril 2011 par des citoyens et des citoyennes. Leur préoccupation première est de promouvoir les droits humains universels dans une société plus juste dont le droit à la différence, les droits des femmes et la gouvernance et transition démocratique en Tunisie. La vision de l'ADD est l'implication active de citoyennes et de citoyens dans la Défense du Droit à la Différence, ses missions sont : Renforcer la liberté d'expression, Œuvrer pour la parité femme/homme, Défendre les droits des minorités et Vulgariser l'approche genre.

Missions :

- Assurer les sessions de workshop avec les femmes et les jeunes de Bizerte Sud
- Modérer le débat constructif et le dialogue participatif durant toutes les sessions de workshop
- Assurer le workshop d'analyse du diagnostic avec les différents acteurs (société civile, autorité locale,...)
- Etablir un diagnostic territorial avec les jeunes et les femmes de Bizerte sud pour identifier les priorités en matière de prévention de la délinquance, de l'extrémisme violent et des violences basées sur le genre
- Elaborer un document récapitulatif du diagnostic et son analyse

Profil et qualifications requises

- Haut diplôme dans un domaine pertinent (statistiques, sociologie, anthropologie, psychologie, sciences juridiques et politiques, etc.)
 - Expérience dans la recherche sur des questions de droits humains et/ou politiques publiques selon une approche basée sur les droits humains ainsi que l'utilisation de l'approche d'intégration transversale du genre
 - Expertise prouvée dans les questions de l'extrémisme violent et/ou « Femmes, paix et sécurité » (articles et/ou rapports et/ou ouvrages publiés sur la question).
 - Une expertise en analyse de genre est requise
 - Expérience significative en gestion d'équipe
 - Expérience avérée d'utilisation d'outils d'analyse de données quantitatives et qualitatives
- Zone d'intervention**
Bizerte Sud (Gouvernorat de Bizerte)

Durée de la mission

Ateliers de travail de 3 jours :

- 2 jours pour l'élaboration du diagnostic territorial avec les jeunes et les femmes de Bizerte sud pour identifier les priorités en matière de prévention de la délinquance, de l'extrémisme violent et des violences basées sur le genre
- 1 jour d'analyse du diagnostic avec la société civile et les différents acteurs

Elaboration des documents récapitulatif du diagnostic (avec les femmes et les jeunes de Bizerte Sud) et son analyse (avec les différents acteurs)

Dossier de candidature

- Une lettre de motivation
- Un CV contenant au moins deux références
- Une proposition financière

Soumission de la candidature à ADD

Si vous êtes intéressé (e) par l'offre, vous êtes prié (e) de bien vouloir soumettre votre candidature à **projet.acrs@gmail.com**. La candidature doit inclure votre CV, une lettre de motivation, une offre financière et des références professionnelles, avant le 15 janvier 2018 avec la référence en objet : « Candidature pour poste consultant diagnostic territorial **ACRS** ».

Seules les personnes dont les candidatures seront pré- sélectionnées seront contactées.